

# Histoire et évolution du métier de bibliothécaire

par Denis Pallier

*Inspecteur général des bibliothèques*

**J**e remercie l'Association des bibliothécaires français d'avoir honoré l'Inspection générale des bibliothèques en demandant cet exposé à l'un de ses membres.

Avant d'entamer cet essai d'état des lieux dans le cadre français, je souhaiterais préciser un point de vocabulaire. Métier est un terme modeste, souvent opposé à carrière ou art. C'est surtout un mot aux multiples définitions. Au sens large du mot toute fonction permanente qui possède certains caractères de pratique ou de responsabilité est un métier : « le métier d'homme ». Une autre définition du mot métier, que l'on utilisera au cours de cette journée, met l'accent sur les savoirs et savoir-faire. Les métiers des bibliothèques (au pluriel) sont constitués par des ensembles d'activités et de compétences précises.

Pour le présent exposé, il m'a semblé utile de retenir une des définitions les plus complètes et les plus anciennes du mot métier : « activité rémunérée et régulière, de caractère intellectuel, caractérisée par une spécificité exigeant de l'apprentissage, une expérience et entrant dans un cadre légal ».

Le choix de cette définition a l'avantage d'ordonner le très vaste sujet qui m'a été proposé en quelques grandes parties :

- la naissance du métier (ou des métiers), sa relation avec le savoir ;
- l'unité du métier, ses liens avec la formation et le cadre légal ;
- les évolutions récentes (acteurs et pratiques professionnelles).

## **La naissance du métier de bibliothécaire**

Cette première partie peut être ordonnée en deux périodes : les bibliothécaires, avant le métier ; l'apparition du métier dans un cadre réglementaire au XIX<sup>e</sup> siècle.

### *Avant le métier, les bibliothécaires*

L'existence de bibliothèques a sans doute eu pour conséquence l'existence de bibliothécaires depuis l'Antiquité.

Grâce aux nombreux travaux récents sur l'histoire des bibliothèques en France, on peut se dispenser de recourir à des mythes fondateurs et chercher les premières indications précises concernant les bibliothécaires en France. On les trouve au XII<sup>e</sup> siècle. Le développement du monde lettré s'accompagne alors de la réapparition des libraires, disparus d'Occident depuis la fin de l'Antiquité, et de l'affirmation de bibliothèques monastiques, universitaires ou princières.

Dans certains ordres religieux sont définis les devoirs et compétences liés à l'office de bibliothécaire. On y trouve déjà quatre opérations que les bibliothécaires connaissent toujours :

- collecter suivant certains critères ;
- traiter les ouvrages en les rangeant suivant un ordre intellectuel (classification) et matériel et en les recensant dans des inventaires ou catalogues ;
- rendre accessible en mettant les livres à la disposition de ceux auxquels ils sont destinés (sur place ou par prêt) ;
- conserver en veillant à préserver les documents contre le vol et les dégradations.

D'autres tâches sont spécifiques à l'époque, par exemple surveiller la doctrine, avec capacité pour le bibliothécaire seul de correction et d'annotation des livres. Cependant les lecteurs sont peu nombreux, les collections enrichies le plus souvent par des legs ou des copies. Le métier de bibliothécaire paraît bien limité.

Ainsi que l'a développé Claude Jolly, la naissance d'une science des bibliothèques en France se situe au XVII<sup>e</sup> siècle, après le saut quantitatif de l'imprimerie, au moment où se constituent en France de vastes bibliothèques<sup>1</sup>.

Ce phénomène s'était produit plus tôt dans d'autres pays, en relation avec la Réforme ou la Contre-Réforme. Du XVI<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle les bibliothèques changent de taille, d'usage et d'organisation. Les plus importantes ont vu leurs collections décupler (de quelques milliers à quelques dizaines de milliers de volumes) avec la nécessité d'organiser différemment les bâtiments, les collections et l'accès. A l'accroissement par dons, achats de bibliothèques constituées ou confiscations s'ajoutent çà et là le dépôt légal et des acquisitions courantes. Les responsables des plus grandes collections ont reçu ou revendiqué un statut (Platina à la Vaticane, Blotius à la cour de Vienne).

En France aussi, en raison de l'augmentation de la production, l'intermédiaire entre le livre et les lecteurs que constitue le bibliothécaire doit être doté à la fois d'une vaste culture et de compétences propres. Les traités de bibliothéconomie du temps font apparaître des bases professionnelles déjà homogènes : collecte appuyée sur des recensions ou bibliographies, classifications (qui constituent un savoir professionnel commun aux bibliothécaires et aux libraires), catalogues, établis à la main sur de grands registres, notions de conservation.

En ce qui concerne l'usage de la bibliothèque, déjà des doctrines différentes s'affrontent. Naudé, le bibliothécaire de Mazarin, prône un accueil suivant le besoin. Claude Clément, jésuite, est pour une rigoureuse sélection. Même divergence entre eux sur la richesse du décor ou la coexistence des livres et des objets de laboratoire.

Dans les deux derniers siècles de l'Ancien Régime, les bibliothèques se multiplient en France. Celles du roi, des princes, de riches particuliers, d'ordres religieux disposent de bibliothécaires qualifiés. Il n'en va pas de même dans les collèges, sauf les plus grands, ni dans les premières bibliothèques publiques, excepté à Paris et Carpentras.

Parallèlement, du XVII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle la définition du bibliothécaire se précise. Elle est fort enrichie entre le *Dictionnaire* de Furetière (1690) : « celui qui est préposé pour garder ou pour avoir soin d'une bibliothèque », et l'*Encyclopédie* de 1751 : « celui qui est préposé à la garde, au bon ordre et à l'accroissement d'une bibliothèque. Il y a peu de fonctions littéraires qui demandent autant de talent. Celle de bibliothécaire d'une grande bibliothèque telle, par exemple, celle du roi, suppose la connaissance des langues anciennes et modernes, celle des livres, des éditions et de tout ce qui a rapport à l'histoire des lettres, au commerce de la librairie et à l'art typographique ».

Un savoir commun permet aux bibliothécaires de passer d'une bibliothèque de couvent à la bibliothèque d'un particulier ou d'un prince (éventuellement hors de France), et plus tard de prendre la responsabilité d'un dépôt littéraire. Cependant, comme dans toute l'Europe, les bibliothèques importantes sont dirigées par des personnalités scientifiques (songeons pour Hanovre au philosophe Leibniz, ou à Perz, initiateur des *Monumenta Germaniae Historica* ; pour Modène à l'historien Muratori).

La connaissance de nombre de ces bibliothécaires a permis à M. Caillet d'en dresser un portrait type<sup>2</sup>. De formation classique, le bibliothécaire a des liens avec la République des lettres, comme auteur, érudit, linguiste, membre de sociétés savantes ou d'académies. Ses compétences professionnelles ont été acquises sur le tas, en s'appuyant sur quelques traités et l'exemple des bibliographes de la Bibliothèque du Roi, de Saint-Germain ou de Sainte-Genève. C'est un ecclésiastique ou un célibataire, souvent aux marges (janséniste ou philosophe). Ses activités intellectuelles ont une large part dans son statut. Elles concernent en première ligne (et ce sera un mouvement de longue durée) les disciplines où la transmission écrite a un rôle dominant (his-

toire, philosophie, philologie). Naudé, qui étudia la médecine, ou à Sainte-Genève, le père Pingré, fêtu d'astronomie, constituent des exceptions.

## La naissance des métiers des bibliothèques

On a donc des bibliothécaires assez nombreux, un savoir professionnel qui n'est pas l'élément dominant, pas de cadre légal. Qu'apporte le XIX<sup>e</sup> siècle, siècle du triomphe du livre ?

Deux mouvements sont issus de la Révolution. Le premier est un mouvement de diffusion des connaissances, traduit par l'accroissement de la scolarisation et la socialisation du livre. Dans ce mouvement a été créée une multitude de petites bibliothèques, populaires, religieuses, scolaires. Le second effet de la Révolution est le transfert d'un capital considérable, à organiser. Ainsi ont été renforcées la Bibliothèque nationale et de grandes bibliothèques parisiennes. Mais la plus grande part de ce patrimoine a été décentralisée. C'est la source des richesses des bibliothèques municipales et d'une exception française. Avant la Révolution, il existait une dizaine de bibliothèques municipales, après 1803 probablement plus de deux cents. Du fait des confiscations révolutionnaires sont apparus en nombre des fonds de bonne taille et avec eux le besoin de nouvelles pratiques professionnelles.

Il ne faut cependant pas se leurrer sur l'évolution des pratiques au XIX<sup>e</sup> siècle. Si l'on considère le catalogage sur fiche/carte à jouer comme une révolution technique, elle date du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les confiscations ont mis des milliers de volumes entre les mains de bibliothécaires souvent improvisés (éventuellement élus, par exemple à Châlons-sur-Saône). Il s'agit de trier, éliminer, classer, plus souvent que d'acheter et mettre à disposition du public.

Dans les bibliothèques religieuses, populaires ou scolaires (après 1860), l'objectif est de prêter de « bons livres » en s'appuyant sur une logistique extérieure. Le personnel de ces milliers de bibliothèques (30 000 bibliothèques religieuses, 40 000 bibliothèques scolaires, 3 000 bibliothèques populaires) est essentiellement bénévole et rapidement formé.

L'évolution la plus sensible du métier au XIX<sup>e</sup> siècle paraît juridique et institutionnelle<sup>3</sup>.

1. Claude Jolly, « Naissance de la science des bibliothèques », dans *Histoire des bibliothèques françaises*, t. 2, Les bibliothèques sous l'Ancien Régime, Paris, 1988, p. 381-385.

2. Maurice Caillet, « Les bibliothécaires », dans *Histoire des bibliothèques françaises*, op. cit., t. 2, p. 373-379 et 386-389.

3. Cf. *Histoire des bibliothèques françaises*, t. 3, Les bibliothèques de la Révolution et du XIX<sup>e</sup> siècle,

D'une part, c'est au cours de ce siècle que se définit le régime juridique des fonds des bibliothèques publiques (domanialité). Après des pertes immenses, les règles sont extrêmement protectrices et font de toute entrée en bibliothèque un élément permanent des fonds, ce qui a largement faussé la notion de collection. L'État affirme par ailleurs sa propriété sur les fonds mis sous la main de la nation, base d'interventions ultérieures dans la gestion et l'organisation des bibliothèques publiques.

D'autre part, en ce qui concerne les bibliothèques d'études, le métier de bibliothécaire trouve alors des cadres juridiques et des formations. C'est une évolution commune aux métiers du secteur tertiaire, pour lesquels des études générales suivies d'un apprentissage sur le tas ont été longtemps jugées suffisantes. Au long du XIX<sup>e</sup> siècle apparaissent les corps particuliers des administrations, se mettent en place examens et concours de recrutement, avec leurs préparations.

Au début du siècle, les bibliothécaires sont recrutés sans exigence de diplômes (à la différence des instituteurs ou des magistrats). Ce sont généralement des écrivains, professeurs ou journalistes, à qui on fournit une sinécure. Dans la sinécure, comme on sait, par sa notoriété scientifique ou littéraire, « l'homme honore la fonction », il n'est pas obligé de l'exercer pleinement. Eugène Morel a fait le dernier éloge de ces *Invalides* des lettres et de la politique : la sinécure était « le seul encouragement digne de l'État et de ceux qu'il honorait [...]. Les écrivains étaient soustraits au public. Ils n'avaient plus besoin de faire des choses pour plaire [...]. Ils ne faisaient rien là où il n'y avait rien à faire [...]. Ils faisaient peu de catalogues. Certes ils auraient bien dû en faire un peu plus, mais n'en faisant pas d'inutiles, du moins réalisaient-ils de grandes économies à l'État. Ils utilisaient les livres qui leur étaient confiés [...] ».

L'emploi de bibliothécaire était alors un encouragement et un bienfait. Mais deux mouvements distincts ont provoqué au cours du XIX<sup>e</sup> siècle la venue de professionnels dans les bibliothèques et du coup la naissance du métier de bibliothécaire.

Le premier acteur est, dès le second quart du siècle, l'École des chartes, fondée en 1821, pour reprendre la publication des monuments écrits de l'histoire nationale. Ses élèves, dont la formation se déroule alors principalement à la Bibliothèque royale, ont la préférence pour un emploi sur deux (puis sur trois) dans les bibliothèques publiques (y compris la Bibliothèque nationale) et les dépôts littéraires. C'est le premier recrutement de bibliothécaires après une formation spéciale. L'École des chartes met en place les premiers enseignements professionnels (bibliographie et classement des bibliothèques, service des bibliothèques). Assurés par des bibliothécaires, ces cours constitueront longtemps le seul enseignement du domaine.

Dans le dernier quart du siècle s'organisent d'autres dispositifs, exclusivement professionnels. Les bibliothèques universitaires ont été le foyer de ces novations.

La création des bibliothèques d'universités par réunion des bibliothèques des facultés nécessitait des bibliothécaires capables de maîtriser catalogue et classification. Dans le modèle allemand, qui servait alors de référence, les bibliothécaires étaient qualifiés. Le recrutement des bibliothécaires des universités françaises s'est donc fait en fonction d'un diplôme attestant d'une qualification professionnelle, le certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire. Premier diplôme professionnel, le CAFB s'organise entre 1879 et 1893. A cette date sont exigés en BU la possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur, un stage en bibliothèque et la réussite à l'examen du CAFB, épreuve dont le programme est très complet. Sur ce modèle ont été mis en place entre 1885 et 1897, sans équivalence entre eux, des examens d'entrée à la Bibliothèque nationale, à la Mazarine, Sainte-Geneviève et l'Arsenal, et un CAFB pour les bibliothèques municipales classées.

En contrepartie de la professionnalisation, la compétence des bibliothécaires universitaires est reconnue pour la totalité des propositions d'achat dès 1886 (dans les bibliothèques municipales, c'est après 1912 seulement que le bibliothécaire compte officiellement parmi les membres du comité d'achat).

Le métier est né juridiquement, mais qui l'exerce en France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ? Lorsqu'on évalue la proportion des bibliothécaires professionnels aux deux tiers, voire aux trois quarts de l'effectif, quel est l'effectif concerné ? Moins

d'une centaine d'emplois entre la Bibliothèque nationale et les grandes bibliothèques parisiennes, une quarantaine d'emplois en bibliothèque universitaire, autant dans les bibliothèques municipales classées.

La situation dans le dernier quart du siècle est hétérogène et contrastée. Globalement le retard sur l'Allemagne, l'Angleterre, les États-Unis est sensible. L'action de l'État concerne temporairement les bibliothèques universitaires, avec une inégale attention à un petit nombre de bibliothèques d'études, Bibliothèque nationale, Sainte-Geneviève, Arsenal, Mazarine, où les carrières commencent à se segmenter (conservateur, conservateur-adjoint, sous-bibliothécaire, ce qui annonce la succession de corps professionnels particuliers, hiérarchisés avec recrutement propre, à la française ou à l'allemande). D'autre part l'État appuie les bibliothèques scolaires avec un instituteur-bibliothécaire-trésorier. Les bibliothèques populaires sont en déclin. Hors Paris, les bibliothèques municipales connaissent peu de progrès. Au total, les pratiques et les moyens de la majorité des bibliothèques ont stagné, qu'il s'agisse de constructions, d'acquisitions de catalogue ou de services.

## L'unité du métier

L'emploi du singulier dans le titre de ce congrès, « Bibliothécaire, quel métier », correspond non seulement à l'affirmation d'un tronc commun de techniques professionnelles mais aussi à une doctrine, celle de l'unité du service des bibliothèques et de ses fonctions, refusant la ségrégation des publics.

Cette doctrine unitaire s'est fait jour dans la première moitié de notre siècle. Dans cette période, il n'y a pas de politique publique, mais une réflexion continue entre les bibliothécaires, le monde politique, les intellectuels défenseurs de la lecture. L'unité du métier s'est consolidée après 1945 dans un cadre institutionnel. Examinons tour à tour rapidement les deux périodes.

### *Les sources de l'unité : action associative et exemples étrangers (1900-1945)*

Quelles ont été les sources de l'unité ?

*L'action associative.* En 1906 a été créée l'Association des bibliothécaires français, organisme fédérateur ouvert à tous les types de bibliothèques.

1789-1914, Paris, 1991, notamment Bruno Delmas, « Les débuts de la formation des bibliothécaires », p. 119-139. Cf. également Henri Comte, *Les Bibliothèques publiques en France*, Lyon 1977, p. 323-378.  
4. Jean-Pierre Seguin, *Eugène Morel et la lecture publique*, Paris, 1994, p. 14-17.

*Une réflexion sur la profession et sur l'institution bibliothèque* nourrie à deux sources : la réflexion sur la démocratisation de la culture et les bibliothèques comme service public.

Non sans rencontrer réticences et oppositions, des minorités actives s'appuient sur des modèles étrangers. Avec l'implantation des premières bibliothèques publiques dans l'Aisne, dans le cadre de l'aide américaine aux régions dévastées, la fondation de l'Heure joyeuse, modèle de bibliothèque pour enfants, les formations de la rue de l'Élysée, le modèle principal est américain. Il propose des bibliothèques modernes distinctes du monde scolaire, avec un rangement par sujet sur des rayonnages en libre accès, des catalogues sur fiches, un bon choix d'œuvres modernes, un accès gratuit, un prêt libéral et simplifié, des principes de coopération et d'ouverture sur l'extérieur.

*La modernisation des techniques et des services.* L'intérêt pour l'unification des pratiques et la coopération, la documentation d'actualité et les périodiques, est partagé par le secteur de la documentation, qui s'est développé en France à partir de 1880. Nombreux sont alors les contacts entre bibliothèques et documentation. N'existent alors ni cloisonnement de statuts, ni opposition de métiers. Au niveau international, les congrès des bibliothécaires et la constitution en 1927-1929 d'une fédération internationale de leurs associations font participer activement des Français à l'évolution de la bibliothéconomie.

En **termes institutionnels**, les acquis immédiats de la période, économiquement peu favorable pour la lecture publique, noire pour les bibliothèques universitaires (dont beaucoup de bibliothécaires participent à l'ABF), ne sont pas très nombreux. On peut en citer trois :

- le rôle de l'État vis-à-vis des bibliothèques municipales est précisé par loi du 20 juillet 1931, qui nationalise le personnel scientifique des bibliothèques municipales classées ;
- le recrutement professionnel est unifié après la création du diplôme technique de bibliothécaire, par arrêté du 22 février 1932. Ce diplôme remplace les deux certificats d'aptitude ainsi que les concours particuliers ;
- la Bibliothèque nationale se constitue en service central pour tous les types de bibliothèques, sous la direction de Julien Cain. Autour de la BN avaient été regroupées l'information bibliographique (1921) et les grandes bibliothèques d'études de Paris. Elle abrite

des services communs (prêts d'ouvrages précieux, échanges internationaux), et assure la charge du catalogue collectif des périodiques avec la Sorbonne (1935). Après 1936, la BN répartit les crédits des grands travaux entre les bibliothèques. Elle crée un service d'achats et un bureau d'information. L'administrateur général apporte son soutien au programme de développement de la lecture publique.

Plus importante est la consolidation de **doctrines communes**. Elle se traduit de deux manières.

*Les progrès techniques* sont enregistrés et codifiés par les manuels (Bach et Odon, 1931 ; *Manuel pratique du bibliothécaire* de Léo Crozet, ABF 1932). Il s'agit des catalogues sur fiches, du libre accès, de la classification Dewey, des systèmes de prêt modernes, du prêt inter, des expositions. Le regard du bibliothécaire se tourne vers le lecteur, y compris adolescent ou autodidacte. Jamais les définitions du rôle du professionnel n'ont été aussi nombreuses. Les « modernistes » ont leurs laboratoires : le bibliobus de la Marne, la bibliothèque régionalisée de Nantes avec quatre services (universitaire, documentation générale, conservation et bibliographie régionale, lecture publique), pour ne prendre que des exemples postérieurs à 1936.

*Les programmes d'aménagement du territoire documentaire* trouvent leur origine dans cette période. Un corpus de projets se constitue. Ils concernent en 1919 les bibliothèques universitaires ; en 1930 et en 1937, la lecture publique et l'ensemble des bibliothèques dans le cadre de l'ABF et de la commission sur la lecture publique, puis dans le cadre de l'Association pour le développement de la lecture publique.

Les demandes portent sur une loi de bibliothèque, un service central, un corps unique de bibliothécaires professionnels, une école, des systèmes de desserte du monde rural<sup>5</sup>.

### *Le bloc des bibliothèques*

Une large part de ces idées a un écho après 1945, avec l'affirmation de politiques publiques. Il ne s'agit pas ici de retracer la chronologie de la direction

des Bibliothèques et de la Lecture publique (DBLP). Mais on doit souligner deux caractéristiques de son triple rôle : organisme fédérateur d'un ensemble hétérogène, organisateur d'une profession et diffuseur d'un modèle professionnel.

Le troisième aspect (pôle de développement considérable, quantitatif et technique), sera évoqué dans le chapitre suivant.

Organisme fédérateur, la DBLP a constitué un bloc des bibliothèques, avec une tutelle unique pour les bibliothèques publiques, les bibliothèques universitaires et les bibliothèques de grands établissements. Le directeur des bibliothèques était en même temps l'administrateur de la Bibliothèque nationale.

Une masse critique suffisante était ainsi créée. Elle a donné un effet multiplicateur aux actions et aux programmes issus de l'interaction entre ces bibliothèques et une petite équipe centrale (information, normalisation, organisation des services, aides techniques, programmes de construction, formation, coopération).

La contrepartie de cette action centralisée et institutionnelle a été la coupure progressive avec la documentation, une séparation durable entre des professions voisines, nourrie de divergences méthodologiques et technologiques, de différences de statuts. L'effacement des bibliothèques scolaires jusqu'aux années 1960-1970 a également entraîné une coupure, jusqu'à la mise en place récente d'un partenariat entre les bibliothécaires de lecture publique et les professeurs-bibliothécaires des écoles, collèges et lycées.

En charge d'une profession, dans la période où se réorganise la fonction publique (et les emplois de bibliothécaires sont en majorité publics), la DBLP fait légitimer le métier par l'État. Entre 1945 et les années 1960, se définissent métier et corps, diplômes et formations, avec deux caractéristiques notables :

- pas de coupure pour le personnel d'État entre lecture publique (bibliothèques municipales classées, bibliothèques centrales de prêt) et bibliothèques d'études et de recherche (Bibliothèque nationale, bibliothèques universitaires). On sait que pendant de longues années une partie de l'aide de l'État aux bibliothèques municipales est passée par le classement, permettant la mise à disposition de personnel d'État. Dix-sept classements ont été opérés entre 1945 et 1971. En 1968, la commission des bibliothèques publiques se

5. Cf. *Histoire des bibliothèques françaises*, t. 4, Les bibliothèques au XX<sup>e</sup> siècle, 1914-1990, notamment les contributions de Pascal Ory, « Les pouvoirs publics, de l'indifférence à l'intérêt », p. 36-51 ; Laure Leveillé, « Fascinations étrangères et naissance de la lecture publique », p. 154-177.

prononçait encore en faveur de la nationalisation du personnel scientifique et technique des communes ;

– culture commune entre personnel d'État et personnel municipal, une formation assurant la diffusion des mêmes techniques professionnelles.

L'étape a été considérable, si on compare la France à d'autres pays européens, où la profession n'a pas d'existence forte (Italie, Grèce, Luxembourg ou Pays-Bas), ou bien dans lesquels la coupure entre bibliothèque savante et lecture publique a été une longue tradition (Allemagne).

Je passe rapidement sur l'**évolution des corps d'État** : le diplôme supérieur de bibliothécaire (DSB, 1950-1963), qui va nourrir le corps unique créé en 1952, n'exige pas un niveau universitaire élevé, mais sédimente l'enseignement professionnel. Celui-ci est empirique, fait par des praticiens, avec des dominantes liées à la tradition et aux débuts de la normalisation (bibliographie et histoire du livre, catalogue).

La hiérarchisation du métier est confirmée par la création, en 1950, du corps des sous-bibliothécaires, unifiant de petits corps d'aides de bibliothèque. Le concours de recrutement demande une formation générale du niveau du baccalauréat et des connaissances professionnelles précises. En revanche les tentatives de création de personnels spécifiques ne prendront pas, qu'il s'agisse d'un corps intermédiaire de bibliothécaires-adjoints en catégorie A destiné aux bibliothèques des collèges universitaires (1961) ou de la création d'un personnel spécifiquement chargé de la lecture publique dans les villes, avec une formation particulière en matière d'animation (1967).

Après 1964, l'École nationale supérieure de bibliothécaires recrute à un niveau universitaire plus élevé (licence) et forme en un an pour raison budgétaire. Le stage est court. La scolarité ne permet pas véritablement spécialisation ou recherche. Cependant des enseignements s'affirment : histoire du livre, sociologie de la lecture, étude des pratiques culturelles.

La révision du statut en 1969 confirme la fin de l'assimilation traditionnelle des bibliothécaires avec l'enseignement supérieur. Référence est faite désormais à l'ensemble des professionnels du patrimoine, à la parité avec les conservateurs des archives et des musées. La formation des documentalistes se développe parallèlement : exploitation des contenus, outils de recherche automa-

tisée, diffusion sélective, gestion d'information professionnelle ou spécialisée pour l'entreprise publique et privée.

L'élément principal de liaison entre **les bibliothécaires des collectivités territoriales** et ceux de l'État a été un nouveau certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire, dont la direction des Bibliothèques a assuré la promotion. Les fonctions scientifiques du bibliothécaire sont définies en 1958 dans le cadre municipal. L'organisation des voies d'accès à la profession s'est faite plus tardivement, en 1966, en respectant les libertés communales de classement des emplois et de recrutement.

La différenciation des emplois de bibliothécaire s'effectue par le niveau d'études générales (licence pour les bibliothécaires de 1<sup>re</sup> catégorie). Aux côtés du DSB et du diplôme technique de bibliothécaire (DTB), le principal diplôme professionnel de référence pour les bibliothécaires et sous-bibliothécaires est le CAFB, créé en 1951. C'est un DSB élémentaire sanctionnant une formation complète, à l'intention des bibliothèques moyennes, et doté de spécialisations à partir de 1960, à la demande de l'ABF.

En 1984, 91 % des bibliothécaires municipaux et 86 % des sous-bibliothécaires étaient détenteurs du CAFB. Ce diplôme a « incarné la culture commune qui fonde une profession et crée des relations durables entre institutions diverses<sup>6</sup> » (bibliothèques de l'État, bibliothèques municipales, bibliothèques d'instituts et de laboratoires, bibliothèques spécialisées).

Dans cette diffusion des techniques professionnelles, existe un second cercle. Les bibliothèques se sont multipliées sur des modèles anciens ou nouveaux (bibliothèques d'entreprise, d'hôpitaux...). Pour la formation des responsables de petites bibliothèques, on sait le rôle qu'a joué l'ABF depuis 1938. Cette formation élémentaire concerne actuellement les employés des bibliothèques municipales, les bibliothécaires d'associations, les dépositaires des bibliothèques départementales de prêt.

Cette construction n'a guère été modifiée, en ce qui concerne son cadre, sinon son contenu, jusqu'à ces dernières années. Les années 1970 ont vu le développement de la formation continue.

L'identité statutaire, les formations des bibliothécaires se sont trouvées confrontées au cours des dernières décennies à trois hypothèses d'intégration ou d'élargissement : celle des métiers du patrimoine, celle de l'interprofession des métiers du livre, celle des métiers de l'information. On sait quels en ont été les résultats.

L'orientation unitaire a présidé à la définition des formations dans la nouvelle École nationale des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB), avec un large tronc commun, le refus de traquer le culturel et de séparer *a priori* bibliothécaires patrimoniaux, bibliothécaires de lecture publique, bibliothécaires de recherche et spécialistes des sciences de l'information.

La notion d'unité du métier à travers les statuts et les formations, vœu des associations et de la première administration des bibliothèques, se retrouve-t-elle dans la situation statutaire actuelle ? On peut faire la critique des nouveaux textes pour divers motifs, par exemple l'intégration des compétences ou les formations post-recrutement, mais pas sur ce point :

- aucun cloisonnement n'a été introduit entre bibliothèques savantes et lecture publique ;
- les secteurs d'emploi de l'État et des collectivités territoriales étaient bien séparés. Malgré des différences de conception (logique de filière, spécialisation professionnelle progressive), les cadres d'emplois territoriaux sont désormais homologues avec les statuts de l'État. Il s'agit de corps de généralistes. L'équilibre entre compétence culturelle générale et connaissances professionnelles est désormais le même pour le recrutement à chaque grade prévu. Cette nouvelle situation permet une approche commune des formations et du métier ;
- la circulation entre corps et cadres d'emplois homologues est prévue. Du personnel d'État demeure mis à disposition ou détaché auprès de collectivités territoriales, villes ou départements. Des personnels territoriaux ont obtenu leur détachement dans divers emplois d'État.

Cependant, si l'on faisait une projection des rythmes actuels de passage, on pourrait craindre que l'un ou l'autre ensemble ait sa vocation propre. Deux points méritent d'être soulignés :

- si une coupure s'instituait entre filière culturelle et corps d'État, ce serait en fait une coupure entre bibliothèques d'études et de recherche et lecture publique, qui se sont mutuellement

6. Daniel Renoult, « Les formations et les métiers », dans *Histoire des bibliothèques françaises*, t. 4, op. cit., p. 420-440.

enrichies au cours des années ;  
– désormais les acteurs de la pièce sont plus nombreux. Le dossier des bibliothèques était à prendre en 1945. La DBLP a reçu de larges délégations de responsabilité, officielles ou tacites. L'évolution de la profession et du métier dépend désormais de plusieurs « chefs de corps », des collectivités territoriales, des établissements publics, des écoles, et des bibliothécaires eux-mêmes.

## L'évolution du métier de bibliothécaire, transformation des activités, spécialisation

Nous avons examiné le principe de l'unité du métier et le cadre des statuts. Mais les statuts, même s'ils comportent des descriptions fonctionnelles, ne sont pas les métiers.

En quarante années les cadres d'action des bibliothécaires ont connu des transformations considérables. La croissance des bibliothèques françaises a été un phénomène nouveau de grande ampleur. Elle s'est accompagnée d'un changement d'échelle de la profession et d'une forte évolution technique.

Après avoir rendu compte de l'un et de l'autre phénomène, on examinera les sources disponibles sur l'état du métier et les tendances de son évolution.

### Changement d'échelle

Il est facile d'en rendre compte. Prenons des indicateurs fondamentaux : l'élargissement des publics lecteurs qui bouleversent les modalités d'offre, le nombre des bibliothèques et les effectifs de bibliothécaires.

Si les vœux des modernistes des années 1920 et 1930 avaient été exaucés, c'est la lecture publique qui aurait dû connaître le plus fort développement après 1945. En fait, la Direction a longtemps été prudente en ce domaine. Les bibliothèques universitaires ont été le premier secteur d'expansion, en accompagnement de la croissance de l'enseignement supérieur. Le nombre d'étudiants est passé dans les universités, de moins de 100 000 en 1945 à 625 000 en 1970, 1 300 000 en 1993 (dont 55 % d'inscrits en BU). On comptait 23 bibliothèques universitaires en 1945, 75 en 1992 (coefficient : 3,2). Le personnel professionnel (scientifique et technique) est passé de 97 emplois en 1945,

970 en 1970 à 1 429 en 1992 (coefficient : 15).

Plus remarquable a été la croissance des bibliothèques publiques. En réponse aux besoins du public, elle est issue de la conjonction de l'action associative, de la persévérance de l'administration à partir du milieu des années 1960, de la conjonction du dynamisme des collectivités territoriales et de l'aide de l'État.

Le nombre des bibliothèques municipales est passé entre 1974 et 1991 de 804 à 1 885 (coefficient : 2,3) et le nombre d'inscrits en bibliothèque de 1,7 millions à 5,8 millions. Dans la même période, le personnel scientifique et technique des bibliothèques municipales des villes de plus de 10 000 habitants croissait de 1 168 professionnels à 5 441 (coefficient : 4,65), augmentation qui se poursuit. Créées de toutes pièces en 1945, les bibliothèques départementales comptent maintenant 430 professionnels. Les bibliothécaires constituent la profession culturelle la plus nombreuse, avec une hiérarchisation interne affirmée. Et la mise à niveau des réseaux de bibliothèques n'est pas achevée, si l'on ambitionne des niveaux de service analogues à ceux de nos voisins anglais ou allemands.

### L'évolution des compétences

Elle a été plus complexe. Confronté à cette question, un de nos collègues a distingué quatre phases historiques<sup>7</sup> :

- le bibliothécaire conservateur et érudit ;
- le bibliothécaire descripteur, qui rend accessibles des contenus par des opérations courantes et durables (catalogage, classification) ;
- le bibliothécaire prescripteur, dont le mode d'intervention est l'offre aux publics d'espaces, d'acquisitions, de services (la marge d'offre à l'initiative du bibliothécaire étant différente suivant les bibliothèques, publiques ou spécialisées) ;
- et enfin le bibliothécaire actuel, ingénieur, gestionnaire, expert, qui maîtrise outils professionnels et connaissance des publics, capable d'apporter les solutions optimales en termes de qualité comme de coût.

Cette approche met à juste titre l'accent sur la redéfinition des compétences do-

minantes, l'action hors les murs, le travail en coopération, pour répondre à d'autres publics, organiser, promouvoir. Ce qui complique le tableau, c'est que les différentes pratiques professionnelles évoquées continuent d'exister et de cohabiter.

On peut en complément, me semble-t-il, identifier, chronologiquement, voire quantitativement, les principaux mouvements qui ont influé sur le contenu et les conditions d'exercice du métier. On m'excusera de traiter essentiellement des bibliothèques publiques et des bibliothèques universitaires en rapprochant les évolutions communes. Les transformations du métier à la Bibliothèque nationale et dans d'autres types de bibliothèques mériteraient un exposé spécifique, que je ne saurais tenter.

### Facteurs de changement

J'en évoquerai six. Le premier mouvement de longue durée et peut-être le plus significatif a été, me semble-t-il, la **construction de bibliothèques en nombre**, à partir des années 1960. Cette situation a conduit à théoriser et à formaliser les nouvelles conceptions des services. Les constructions conduisent à penser les bibliothèques en termes de service du public et de lieux de sociabilité.

C'est le secteur universitaire qui a connu la première grande vague de constructions. De 1960 à 1975, 430 000 m<sup>2</sup> ont été ouverts, après une réflexion qui rompt avec l'unité et l'encyclopédisme de la majorité des bibliothèques universitaires d'alors comme avec le parti ternaire traditionnel : bureaux, magasins, salles publiques. Les instructions de 1962 prévoient le sectionnement des bibliothèques, la transformation des BU pour répondre aux besoins spécifiques des étudiants d'une part, des enseignants et chercheurs d'autre part. Les deux axes majeurs de la réforme sont le rapprochement des usagers et la mise à disposition de collections organisées en libre accès. Ces principes ont été mis à jour récemment par les *Recommandations* de 1988 et dans la perspective de nouvelles constructions (*Construire une bibliothèque universitaire*, 1993).

Plus considérables et plus complexes ont été les programmes de construction pour la lecture publique, dans leurs deux phases : l'effet des efforts budgétaires décidés en 1968-1969 pour les bibliothèques publiques, suivis d'une récession, puis la relance de 1982 et la direction de Jean Gattegno. Les locaux

7. Cecil Guitard, « Un nouveau bibliothécaire : le bibliothécaire ingénieur », dans *Bulletin des bibliothèques de France*, t. 32, 1987, n° 4, p. 346-348.

des bibliothèques municipales sont passés de 300 000 à 640 000 m<sup>2</sup> pendant les années 1970, pour atteindre 1 250 000 m<sup>2</sup> à la fin des années 1980. Traduction d'une politique d'accessibilité, réponse au besoin d'équipements de proximité pour la jeunesse, les mètres carrés d'annexes ont quintuplé dans la période (de 48 000 à 225 000 m<sup>2</sup>).

Du point de vue du métier, il a été fondamental que l'offre renouvelée (libre accès, multimédia, animation, nouveaux services, équipements de proximité...) soit modélisée, dans son contexte urbain vis-à-vis des usagers et très largement popularisée. Il me semble que la publication, en 1984, de *La Bibliothèque dans la ville* et d'*Un espace pour le livre* a constitué un véritable jalon dans l'histoire du métier, en fournissant à la fois des manuels et une réflexion identitaire sur les missions des bibliothèques.

On m'objectera qu'une telle approche par les bâtiments ne rend pas compte des nouveaux publics et des nouveaux services, de la dimension sociale ou de la dimension culturelle de la bibliothèque publique. Mais, face à l'extrême diversité des bibliothèques municipales, je demeure tenté de souligner, après A.-M. Bertrand, qu'autour des constructions a été bâti et renouvelé un outillage cohérent (normes, seuil minimum d'acquisition, taux d'encadrement professionnel) et une pratique professionnelle consensuelle. C'est peut-être là que s'est le mieux traduite l'ambition collective de doter le territoire d'un réseau d'équipements<sup>8</sup>.

Un second mouvement d'importance a été amorcé au cours de ces mêmes années 1950, **l'édification de réseaux**. A-t-il été aussi porteur que le travail en site ? On peut l'affirmer pour les bibliothèques centrales de prêt, réseau d'équipements de fourniture de livres aux petites communes, mis en place par l'État, puis transféré aux départements. La direction des Bibliothèques a créé ensuite des réseaux de collecte de données : catalogue collectif des ouvrages étrangers, listes départementales de périodiques (1953), plus ambitieux que les réalisations antérieures. On peut y voir le début de la coopération à la française, spécialisée dans les domaines bibliographique et documentaire, fort dépendante de l'initiative et du financement d'un organe central.

Le troisième mouvement que j'évoquerai, parce qu'il est datable et quantifiable, est **l'accueil de nouveaux médias**. L'expérience de la Discothèque de France a commencé en 1960. Le premier manuel du disothécaire date de 1971, l'option disothécaire au CAFB de 1974. A cette date, 64 bibliothèques municipales prêtaient des disques. D'après les statistiques de 1991, 587 bibliothèques municipales (31 %) et 84 bibliothèques départementales de prêt (87 %) prêtent des phonogrammes. Les vidéogrammes sont apparus dans les bibliothèques à la fin des années 1970. En 1991, 91 BM possèdent des cassettes vidéo pour le visionnement sur place. 121 BM (6,5 %) et 26 BDP (27 %) prêtent des vidéos. Les collections et les prêts de logiciels ou d'estampes, de moindre importance, ne sont pas évalués par les statistiques les plus récentes. Le mouvement multimédia a proportionnellement peu touché les bibliothèques d'études et de recherche.

Un quatrième mouvement est commun aux différents types de bibliothèques, il s'agit de **l'introduction de l'informatique et des nouvelles technologies**, dès la fin des années 1960, avec deux voies : les politiques centralisatrices et l'informatisation des bibliothèques elles-mêmes.

On connaît l'évolution dans les bibliothèques de lecture publique des systèmes de gestion du prêt (dès 1970) aux systèmes intégrés, en passant par le réseau LIBRA. L'informatisation des bibliothèques universitaires a suivi un autre scénario à partir de la fin des années 1960, où l'on va des catalogues et catalogues collectifs à l'automatisation par fonction. Mais, après vingt années d'informatisation, dans les différents types de bibliothèque plus aucun bibliothécaire ne conçoit son métier sans l'informatique, qui modifie les tâches, donne de nouveaux outils et lie les bibliothèques aux industries de mémoire caractérisées par le renouvellement des produits (matériels, logiciels et contenus), la diffusion d'une information marchandise, les problèmes de propriété intellectuelle.

Pour les bibliothèques universitaires, l'introduction des nouvelles technologies a modifié le métier d'une autre manière encore. Elle a permis de partager au mieux les ressources. Ont été développés, après 1975, des services dédiés aux étudiants avancés et aux enseignants chercheurs (recherche documentaire automatisée en ligne puis sur CD-ROM, catalogues collectifs de périodiques, prêt interbibliothèques). Ce

mouvement n'est plus spécifique. La recherche documentaire s'est développée à la BPI et l'usage des CD-ROM se répand dans les bibliothèques publiques.

Un cinquième mouvement a été **la redécouverte du patrimoine**. Deux rapports ont servi de déclencheurs, rapport Caillet (1978) à la base du plan de sauvegarde de la Bibliothèque nationale, et rapport Desgraves (1982), suivi d'une forte augmentation des actions de conservation de la direction du Livre et de la Lecture dans les bibliothèques municipales.

Ce mouvement s'est poursuivi par l'action de villes, de départements et d'associations régionales de coopération, par la mise en place d'un programme patrimonial universitaire depuis 1987-1988, par le programme de rétroconversion de catalogues de bibliothèques municipales. Si tous les bibliothécaires ne sont pas des conservateurs, au sens anglo-saxon du mot, tous ont été sensibilisés depuis les années 1970 à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine documentaire. Dans les bibliothèques municipales est apparu un nouvel équilibre entre conservation et développement de la lecture publique.

La dernière mutation du métier est liée au **rapprochement des bibliothèques de leurs tutelles**. La décentralisation a posé pour base la capacité d'entreprendre des collectivités territoriales et territorialisé l'action culturelle. La loi sur l'enseignement supérieur de 1984 et la contractualisation affirment la responsabilité documentaire des universités.

Le bibliothécaire, gestionnaire de moyens plus étendus, défend ses projets devant une autorité proche. Or il n'existe pas de modèle documentaire univoque pour les universités. Les fonctions des bibliothèques publiques excèdent très largement l'offre de lecture. Elles constituent un élément majeur d'un réseau d'équipements culturels, inscrit dans un programme municipal. Telle municipalité peut mettre l'accent sur un type de missions plutôt que sur un autre : la fonction sociale dans une ville, la fonction documentaire dans une autre, la fonction patrimoniale dans une troisième. Les partenariats seront différents (associations, milieu scolaire ou universitaire). On observe cette même diversification dans les bibliothèques départementales de prêt décentralisées depuis 1986. Tel département mettra l'accent sur le réseau grand public, tel autre voudra intensifier le

8. Anne-Marie Bertrand, « Le développement des bibliothèques municipales », dans *Histoire des bibliothèques françaises*, t. 4, op. cit., p. 632-633.



soutien aux collèges... Plus qu'auparavant le conservateur doit expliciter ses objectifs, négocier et persuader, gérer au mieux les moyens mis à disposition, évaluer et mettre en valeur ses résultats. L'audit s'est répandu dans les bibliothèques.

Ces mutations qualitatives ont introduit dans le métier des compétences nouvelles.

Peut-on faire un bilan technique ? Elles ont modifié les « quatre vieilles », les opérations traditionnelles du bibliothécaire (collecte, traitement, mise à disposition, conservation). Mais, schématiquement, il semble que deux séries d'opération surtout aient été profondément transformées : le traitement et la mise à disposition. La généralisation du libre accès, l'offre de nouveaux services et de nouveaux médias sont des phénomènes patents, des éléments de l'image nouvelle des bibliothèques. La normalisation puis l'informatisation ont modifié les modes de traitement. La fonction tend à se réduire en s'appuyant sur des réservoirs bibliographiques.

Peut-on dire qu'il y a eu des progrès comparables dans la théorisation et la formalisation de la fonction de collecte ? Ce qui caractérise le métier est que le bibliothécaire n'est pas un pur intermédiaire. On a vu que la responsabilité des acquisitions a été le corollaire de la professionnalisation du métier. Libre accès et multimédia ont naturellement conduit à une réflexion sur la constitution des fonds et sur leur présentation. Cependant la bibliothéconomie française n'est guère riche en ce qui concerne les acquisitions et les éliminations. Combien de bibliothèques formalisent une politique d'acquisition ? Combien évaluent annuellement leurs acquisitions par classe de la classification Dewey ou de la CDU ?

Quant à la conservation, parlons de la réalité en postes et en crédits. Je ne connais pas d'évaluation pour les bibliothèques publiques. Pour les bibliothèques universitaires, on a pour 21 millions de volumes, dont 1 million de fonds anciens, 8 petits ateliers de restauration, moins d'une dizaine d'emplois de conservateurs, bibliothécaires ou bibliothécaires-adjoints à plein temps et 4 % du budget de fonctionnement consacré en moyenne à cette fonction.

## Peut-on identifier des tendances à moyen terme ?

Le livre et le périodique ne sont pas moribonds. Les tutelles des bibliothèques reconnaissent les missions de celles-ci dans le processus d'enseignement, de socialisation, de transmission du savoir et de la culture. A défaut d'un cadre législatif, ces missions ont été reconnues par la charte du Conseil supérieur des bibliothèques. Le processus qui consiste à mettre un éventail de services documentaires à la disposition d'un public large n'est pas dépassé. Une nouvelle bibliothèque nationale est en constitution. La demande étudiante est forte. La bibliothèque est l'équipement culturel qui touche le plus large public pour le coût par habitant le plus bas et les programmes d'équipement et de mise en réseau ne sont pas achevés.

Cependant chaque bibliothécaire ressent que le métier se transforme. Avant de conclure, il est nécessaire d'esquisser le bref inventaire des éléments de prévision.

Les seuls scénarios à moyen terme concernant l'évolution technique. Ils annoncent les métamorphoses des supports de mémoire, la transformation de la circulation de l'information et leurs effets sur les bibliothèques. Le débat a été ouvert sur cette ligne d'évolution depuis le milieu des années 1980, avec deux conclusions<sup>9</sup> :

- la nécessité pour les bibliothécaires d'une veille technologique, de l'appropriation des nouveaux moyens de stockage et de recherche de l'information (CD-ROM, numérisation...), mais aussi de l'adaptation des services, des tâches et des personnes aux nouvelles données. Cette perspective a des conséquences en termes de spécialisation voire de métier ;
- le refus de prendre au pied de la lettre des scénarios économiquement trop optimistes, mal situés dans le temps, ou réducteurs en termes de missions, lorsqu'un modèle unique de fournisseur

d'information à l'intention de clientèles solvables est substitué au rôle culturel, éducatif, social ou patrimonial du bibliothécaire.

État et collectivités territoriales soulignent les contraintes financières. On ne dispose cependant pas de scénarios à caractère économique concernant l'avenir des bibliothèques. Cela semble paradoxal dans un secteur qui se développe en période de récession et qui a connu plus de périodes glaciaires que d'embellies. Du point de vue du métier, on ne voit que rarement évoquer, par exemple, les processus d'économies de personnel appliqués dans des pays de référence habituelle. Aux États-Unis, l'informatisation s'est accompagnée d'une analyse, pour dissocier les tâches purement techniques et d'exécution des fonctions de gestion des données, des circuits et des collections. En conséquence les services techniques ont été profondément transformés (procédures codifiées, parcellisation, recherche du rendement)<sup>10</sup>.

Il est d'autant plus important qu'à défaut de prospective générale sur l'évolution du métier, les métiers des bibliothèques fassent l'objet d'études et de prévisions. C'est un élément de pilotage nécessaire, conjointement avec les enquêtes sur les attentes des usagers, autre nouveauté des années 1980.

En 1984, M<sup>me</sup> Seibel a analysé **l'image du métier** chez les bibliothécaires, les effets de l'origine sociale et des conditions d'exercice du métier sur ses représentations<sup>11</sup>. D'autres études ont porté sur l'image des métiers documentaires vus par les employeurs<sup>12</sup>.

On pourrait penser que la stratification statutaire entraînerait des descriptions d'emploi, énumérant tâches, connaissances et responsabilités. Ce n'est pas un cas général et le projet que présente au cours de cette journée M. Pastor, pour la Bibliothèque nationale de France, fera sans doute école. Une étude publiée se rapproche de ce modèle. Elle décrit la division du travail des personnels de catégorie A des

9. Le thème de la « bibliothèque du futur » mériterait un exposé à lui seul. Au champ français, le débat a été ouvert en 1983 par la conférence de Denis Varloot, « Du puits au robinet », publiée dans le *BBF* (t. 28, n° 6, p. 582-589) et poursuivi dans *Documentaliste* par un second article de D. Varloot et S. Chambaud, puis un dialogue avec F. Lapellerie (vol. 28, 1991, n° 1, p. 3-7; n° 4-5, p. 177-186; vol. 29, 1992, n° 3, p. 155-158). Dès 1986, on trouve une discussion générale du thème dans l'article de deux bibliothécaires canadiens, Richard Apostle et Boris Raymond, « Le paradigme de l'information », traduit dans *BBF*, t. 32, 1987, n° 4, p. 290-299.

10. Par exemple, par M. Pezeril, « America, America : le rôle des bibliothécaires américains, évolution ou mutation », dans *BBF*, t. 32, n° 4, 1987, p. 350-355.

11. Bernadette Seibel, *Au nom du livre*, Paris, 1988.

12. Cf. par exemple Hélène Soenen, « La représentation des métiers des bibliothèques et de la documentation à travers les offres d'emploi et les programmes de formation », dans « L'image des professionnels de la documentation », *Accord, Cahiers de la coopération*, n° 6, juin 1990, p. 67-115.



bibliothèques municipales classées et pose le problème du sous-encadrement<sup>13</sup>. L'enquête faite montre qu'en 1990 les définitions de fonctions des conservateurs étaient largement tributaires de la structure des fonds (responsabilité du secteur lecture publique, études, nouveaux supports et modernisation) ou d'une approche par publics (adultes, jeunesse). Les bibliothécaires de 1<sup>re</sup> catégorie étaient responsables des secteurs les plus importants de la lecture publique ou des nouvelles techniques. Les bibliothécaires de 2<sup>e</sup> catégorie avaient la charge d'annexes ou de secteurs spécialisés (section jeunesse, audiovisuel, nouvelles techniques).

En fait, l'analyse empirique de la réalité des métiers est un chantier récent, où l'on est passé d'études catégorielles à des travaux d'ensemble. L'étude la plus large qui ait été menée pour identifier les activités d'une catégorie de personnels a porté sur les fonctions et les qualifications des bibliothécaires adjoints, fin 1988. Elle concernait les bibliothèques universitaires, les bibliothèques départementales de prêt (BDP), la Bibliothèque nationale, la Bibliothèque publique d'information. Mais le but de cette enquête était de rendre compte d'évolutions pour préparer une réforme statutaire. Ainsi elle a fait apparaître la montée en première ligne des bibliothécaires-adjoints dans les tâches de contact direct avec le public universitaire et dans la modernisation des techniques. Elle a traduit la diversification des tâches des bibliothécaires-adjoints dans les BDP, l'appropriation par ceux-ci du circuit du livre, de l'animation et de la formation des dépositaires. Il n'est pas sorti de cette étude autre chose que son objet<sup>14</sup>. En 1990, l'ABF a adressé un questionnaire à 200 bibliothécaires de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> catégorie. L'étude qui en est issue a souligné les fonctions dominantes (primauté de la gestion, importance de l'informatique, du multimédia, variété des publics)<sup>15</sup>.

Dans un cadre plus ample, le premier projet de répertoire des métiers propre aux bibliothèques a été présenté en avril dernier, par la direction de l'Information scientifique et des Bibliothèques. Il concerne les bibliothèques d'études et de recherche relevant de l'État. Comme dans la nomenclature des métiers territoriaux, mais de manière plus détaillée, il s'agit d'identifier des ensembles d'activités et de compétences (bibliographe, gestionnaire de public ou de collection...), distincts du poste de travail. Le but de cette nomenclature qualitative est d'identifier les facteurs d'évolution, d'améliorer formation et recrutement.

Étant donné l'histoire du métier, deux thèmes mériteront une attention particulière, l'un est la spécialisation, l'autre est la différenciation des pratiques professionnelles suivant les types de bibliothèques.

Le thème de la **spécialisation** revient fréquemment depuis quelques années : spécialistes de langues, spécialistes par disciplines et contenus de connaissance, spécialistes du son et de l'image, spécialistes des nouvelles techniques. Les sources citées ne permettent pas d'affirmer qu'il y ait tant de spécialités irréversibles. Deux facteurs conduisent même à s'interroger sur le niveau de spécialisation que permettent les bibliothèques en leur état actuel. Le premier est la petite taille de la majorité des bibliothèques publiques et le sectionnement de la majorité des bibliothèques universitaires en unités fonctionnelles petites ou moyennes. Le second facteur est le niveau des moyens de fonctionnement des bibliothèques, qui conditionne la spécialisation, qu'il s'agisse d'acquisition de documents ou d'offre de services. Les statistiques montrent que 50 % des bibliothèques municipales disposent de moyens médiocres. Du côté des bibliothèques universitaires, qui bénéficient d'un relèvement de leurs crédits de fonctionnement depuis 1988, neuf seulement avaient acquis plus de 10 000 volumes en 1991, norme d'aisance proposée par le rapport Miquel.

On peut penser que la réalité majoritaire demeure la polyvalence du personnel scientifique et technique, une très faible dichotomie entre services publics et services internes, avec des conséquences sur l'apprentissage des métiers et la mobilité :

– importance d'une solide formation culturelle et scientifique, en souhaitant qu'il y ait, aux côtés des candidats littéraires et juristes, des candidats scientifiques ;

– d'une solide formation aux métiers de base sur laquelle des spécialités viennent s'ancrer ;

– importance d'une politique et d'une offre diversifiée de formation continue qui réponde aux évolutions du métier.

Ce constat n'exclut nullement de favoriser le développement de postes spécialisés là où le développement d'une bibliothèque ou d'un service de coopération le permettent ou le requièrent. Mais le développement de la spécialisation passe probablement par une politique volontariste de coopération entre bibliothèques publiques et d'organisation des bibliothèques universitaires.

Étant donné la tradition d'unité du métier, une autre question mérite d'être posée. Les évolutions en cours conduisent-elles à une **différenciation** de plus en plus forte des pratiques professionnelles entre lecture publique et bibliothèques d'études et de recherche ? Les bibliothèques sont diverses et les besoins variés. On peut énumérer les spécificités de chacun (par exemple : animation culturelle, publics spécialisés, information sociale, pour les bibliothèques publiques). Ou bien on peut mettre l'accent sur des dénominateurs techniques communs (dimension éducative, études et lutte contre la crise de la lecture, coopération bibliographique et technique, patrimoine...).

Mais, fondamentalement, d'où proviennent les différences entre les divers types de bibliothèques ? En reprenant la réflexion d'un bibliothécaire américain (M.K. Buckland), il apparaît que ces différences ont deux causes principales : d'une part la nature des demandes qui sont adressées à la bibliothèque, d'autre part l'allocation des ressources à la bibliothèque par sa tutelle. Cette allocation est pour une large part un processus politique, dépendant de l'importance accordée à l'institution, dans le contexte éducatif et culturel, comme des moyens disponibles<sup>16</sup>. Or, il semble bien que bibliothèques publiques et bibliothèques d'études et de recherche aient un large public commun, que collectivités territoriales et universités, sans parler de l'ensemble du monde scolaire, n'aient jamais eu autant d'intérêts partagés.

13. A. Poirot et M. Chatelain, « L'encadrement des bibliothèques municipales classées », *Interlignes*, n° 16, mai 1990, p. 31-36.

14. Les comptes rendus de cette enquête ont été donnés par D. Fourdan et I. Meert, « Des BA en BU : enquête sur les fonctions et les qualifications des bibliothécaires-adjoints des bibliothèques universitaires, de grands établissements et de recherche », dans *BBF*, t. 34, 1989, n° 4, p. 362-373 ; et par C. Belayche et M. Penichon, « Les bibliothécaires-adjoints de 1950 à 1990. Enquête dans les BCP, à la BPI et à la BN », *ibid.*, t. 35, 1990, n° 4, p. 276-291.

15. Joël Moris, « L'inexorable évolution du métier », dans *Bulletin d'informations de l'ABF*, n° 150, 1<sup>er</sup> trimestre 1991, p. 46-49.

16. Michael K. Buckland, *Library Services in Theory and Context*, New York, 1983, p. 191-192.

## Conclusion

Il m'a été proposé de retracer l'évolution du métier de bibliothécaire. Dans cette histoire, la période la plus fertile en réflexions, en projections sur l'avenir, en utopies bibliothéconomiques, a été l'avant-guerre. Je crois que cela peut être affirmé sans nier la créativité de périodes ultérieures (par exemple les assises nationales des bibliothèques de 1968 ou la réflexion sur l'ouverture vers d'autres publics des années 1980).

Pour rester dans l'axe historique de cet exposé, il m'a semblé logique de conclure en prenant le point de vue de grands bibliothécaires, de « prophètes » de cet avant-guerre, Eugène Morel, Henri Lemaître ou Henri Vendel. Je n'esquisserai pas un dialogue aux enfers entre Naudé et Morel, à la manière du dialogue entre Socrate et Confucius de Fénelon. En restant court, en quelques grands traits, que penseraient ces bibliothécaires du cadre et de l'état présents du métier ?

## Aspects positifs

Sans doute seraient-ils comblés par le développement de bibliothèques publiques, aux services multiples. Pour Morel, on peut ajouter à la bibliothèque publique un auditorium, une salle de projection, un musée ou une piscine. Cela dit, peut-être s'interrogeraient-ils sur l'éclectisme culturel.

Ils apprécieraient l'évolution des techniques, et, comme bibliothécaires-documentalistes, le développement de l'information automatisée. Plusieurs d'entre eux avaient un engouement pour la mécanisation. Les ambitions documentaires d'Otlet et La Fontaine postulaient de nouvelles technologies.

## Aspects négatifs

Très probablement Morel, correspondant de l'Institut de bibliographie d'Otlet et La Fontaine, ou Lemaître, un des créateurs et présidents de l'Union française des organismes de documentation, regretteraient-ils la perte de

contact avec les documentalistes. De même, Vendel pourrait faire état du lien créé à la fin des années 1930 entre bibliothécaires, écrivains, éditeurs (en période de crise économique), éducateurs et élus, dans le cadre de l'Association pour le développement de la lecture publique.

Sans doute seraient-ils déçus (Morel moins que ses successeurs) par l'absence encore de nos jours de ce cadre législatif, de ces réseaux départementaux ou régionaux dont la conception s'était précisée, depuis les projets de 1919, 1926 et 1930 jusqu'à ceux de 1937-1938.

Nous avons des directions, des écoles, un conseil supérieur, une charte des bibliothèques, des décrets sur la documentation universitaire ou le contrôle technique, un concours particulier, des bibliothèques départementales de prêt, mais peut-on parler d'un véritable réseau, d'un projet collectif ? Les évolutions techniques ne remplacent pas les projets communs.